
SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 3 FÉVRIER 1932.

Rapport des Commissions réunies de la Justice et des Sciences et des Arts, chargées de l'examen de la proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815.

(Voir le n° 9 du Sénat.)

Présents : MM. DU BOST, président; ASOU, DE CLERCQ (J.), le comte DE LA BARRE D'ERQUELINNES, DE NAUW, DISIÈRE, GOFFIN, HUISMAN-VAN DEN NEST, JANSSEN (G.), LEBON, LEDUC, LEGRAND, LIGY, PAULSEN, RONVAUX, VAN FLETEREN et le vicomte DU BUS DE WARNAFFE, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

La proposition dont vous êtes saisis a été provoquée par les faits suivants :

I. — En 1794, le Gouvernement français enleva à Tournai deux tableaux : l'*Adoration des Mages*, de Rubens, qui se trouvait à l'Église des Capucins, et le *Saint-Martin*, de Jordaens, qui ornait le maître-autel de l'Abbaye de Saint-Martin.

II. — Un arrêté du 14 Fructidor an IX (29 août 1801) ayant établi un Musée à Bruxelles, ces deux tableaux y furent déposés, le premier en 1802, et le deuxième en 1811.

III. — Un arrêté du 6 octobre 1815 du Roi Guillaume I^{er} décida que les tableaux, objets d'art et de sciences enlevés par les Français et provenant d'églises et d'établissements encore existants leur seraient restitués.

Cet arrêté est ainsi conçu :

« Nous, Guillaume, etc.

» Voulant pourvoir à la destination des objets d'art et de sciences qui, par suite de l'issue glorieuse de la dernière guerre, sont rendus à notre royaume;

» Avons arrêté et arrêtons :

» ARTICLE PREMIER. — Les tableaux qui se trouvaient dans les églises qui sont encore destinées aux cultes, ou dans des établissements publics encore existants, seront déposés dans la place qu'ils occupaient, et confiés aux gardiens de ces édifices, à charge par eux de pourvoir à leur conservation et entretien; il sera dressé acte par les autorités locales de la réception et de l'état de conservation de ces tableaux.

» ART. 2. — La surveillance de ces monuments des arts et de leur entretien, sera confiée à notre commissaire général pour l'instruction publique et les sciences et arts.

» ART. 3. — Nous nous réservons de fixer la destination ultérieure de tous autres tableaux ou objets de sciences et arts dont il n'est pas fait mention au présent arrêté, ou qui, en raison de la suppression ou de la destruction de l'établissement qui les renfermait, ne peuvent plus y être replacés.

» ART. 4. — Notre commissaire général chargé de l'instruction publique et des sciences et arts, est chargé de pourvoir à l'exécution du présent arrêté. »

IV. — Un arrêté royal complémentaire du 25 novembre 1815 portait :

« Nous, Guillaume, etc.

» Eu égard à l'article 3 de notre arrêté du 6 octobre dernier, n^o 13, par lequel nous nous sommes réservé de statuer ultérieurement sur la destination de ceux des tableaux et monuments d'art, revenant de Paris, qui ont appartenu autrefois à des églises lesquelles ne sont plus consacrées au culte, ou à des établissements publics qui ont cessé d'exister;

» Vu l'avis du gouverneur de la province d'Anvers, en date du 22 novembre courant, et les vives instances d'une députation qui nous a été adressée spécialement pour ces fins par la Ville d'Anvers;

» Et entendu les considérations de notre commissaire général pour l'instruction, les arts et les sciences,

» Nous avons trouvé bon et entendu d'ordonner, comme nous ordonnons par ces présentes :

» 1^o Les tableaux et objets d'art, et de sciences, autrefois enlevés des provinces méridionales, et actuellement revenus de Paris, seront, pour autant qu'ils ne sauraient être replacés dans les églises et les établissements auxquels ils ont appartenu, conformément à l'article premier de notre arrêté du 6 octobre dernier, réunis provisoirement dans le chef-lieu de la province de laquelle ils ont été enlevés.

» 2^o Les gouverneurs provinciaux se concerteront respectivement avec les administrations des chefs-lieux et les principaux artistes, sur le mode le plus convenable d'opérer cette réunion, et ils prendront des dispositions pour assurer la conservation et l'entretien des objets, en attendant qu'il y soit statué ultérieurement par notre commissaire général prémentionné.

» 3^o Les transports arrivés à Bruxelles, seront dirigés incessamment sur les chefs-lieux des différentes provinces d'où les objets d'art qui y sont chargés, sont originaires.

» 4^o Les objets d'art repris en tête de cet arrêté et provenant de quelque ville ou lieu du Brabant méridional, seront préalablement déposés et conservés au Musée de Bruxelles.

» Notre commissaire général pour l'instruction, les arts et les sciences, est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

Ces deux arrêtés royaux, à caractère *d'arrêtés-lois*, furent suivis d'application par le dépôt d'objets d'art et de tableaux dans de nombreuses villes du pays, d'où ils avaient été enlevés.

La cathédrale de Tournai, notamment, récupéra *Le Purgatoire*, de Rubens.

V. — La ville de Tournai, malgré des protestations, appuyées de celles de la province du Hainaut, se vit refuser l'application des arrêtés pour l'*Adoration des Mages* et le *Saint Martin*. Elle s'en tint à des réclamations platoniques et espacées jusqu'en 1930.

VI. — Dans la séance du Sénat du 13 février 1930, au cours de la discussion du budget du Ministère des Sciences et des Arts, notre collègue, M. Asou, déclencha une vigoureuse offensive.

Pour rendre effective la revendication de la ville de Tournai, il déposa un amendement par quoi il était alloué au département des Sciences et des Arts un crédit de 2,000 francs « pour frais d'envoi et de dépôt au Musée de Tournai » des deux tableaux réclamés.

M. Vauthier, Ministre des Sciences et des Arts, combattit cette initiative par des considérations de sentiment et d'opportunité scientifique.

Malgré cette opposition, le Sénat, par 98 voix contre 19, adopta l'amendement.

La Chambre des Représentants, à l'intervention de M. Henri Carton, ratifia la décision de votre assemblée.

Mais le Gouvernement n'en tint aucun compte, malgré une question posée au Premier Ministre par M. Asou, le 29 ~~août~~^{avril} 1930. (*Questions et Réponses*, Bulletin n° 20, p. 385.)

VII. — M. Asou revint à la charge lors de la discussion du budget des Sciences et des Arts de 1931.

M. Vauthier lui répondit et justifia son attitude avec plus de précision. Il invoqua une étude, due à la plume autorisée de M. le vicomte Charles Terlinden, dont l'intervention avait été suscitée par les « Amis des Musées royaux de l'État à Bruxelles », et il persista dans son refus d'accéder à la revendication de la ville de Tournai.

VIII. — Lors de la constitution du Cabinet actuel, M. Asou, toujours sur la brèche, posa, le 20 octobre 1931, une question à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

Celui-ci répondit « qu'il partageait entièrement l'avis de son honorable prédécesseur. »

IX. — Cette fois, M. Asou, dont la douceur bien connue cache des trésors de ténacité, — encouragé par l'émotion suscitée à Tournai par cette affaire, et fort de l'appui de M. Leduc, échevin de Tournai, aujourd'hui notre collègue — qui avait publié sur les questions débattues deux études remarquables, dont la dernière consacrée à refuter la note de M. le vicomte Terlinden, — déposa, sur le bureau du Sénat, une proposition de loi se différenciant de l'amendement de 1930, qui était une *invitation*, en ce que la proposition actuelle constitue une *injonction*.

* * *

THÈSE DE L'ÉTAT.

Cette thèse a été lumineusement exposée dans la note « historico-juridique » de M. le vicomte Terlinden, que M. Vauthier avait déclaré faire sienne, lors des derniers débats.

M. le vicomte Terlinden trouve la preuve de la propriété de l'État sur les tableaux dont s'agit dans les faits et les principes suivants :

La loi du 15 Fructidor an IV a fait disparaître des personnes morales — notamment le couvent des capucins et l'abbaye de Saint-Martin de Tournai, — et *nationalisé leurs biens*.

C'est l'origine de droits de propriété de l'État sur les tableaux *l'Adoration des Mages* et le *Saint Martin*.

En 1802 et 1811, il transféra respectivement ces tableaux au Musée *communal* de Bruxelles.

Le vicomte Terlinden est d'avis que ce transfert attribua la propriété de ces tableaux à la Ville de Bruxelles, qui plus tard vendit son musée et ses collections à l'État Belge.

Cette opinion nous paraît non fondée. Elle a été réfutée par M. Leduc dans sa brochure « Les tableaux revendiqués par Tournai » pages 17 et suivantes.

Mais cette discussion n'a pas d'importance pour l'examen de la proposition de loi, et ce serait une digression de l'examiner ici.

Enfin M. Terlinden constate que, tout au moins, l'État serait propriétaire par l'effet de l'application de l'article 2279 du Code civil.

* * *

Ces considérations sont un hors-d'œuvre, personne n'ayant contesté et ne contestant que l'État soit propriétaire des tableaux, quelle que soit l'origine de ses droits : la nationalisation, ou l'acquisition du Musée et des collections de la Ville de Bruxelles, ou la prescription acquisitive.

S'il y avait différend sur la propriété, il appartiendrait exclusivement aux tribunaux de la trancher.

M. Asou, dans la séance du Sénat du 13 février 1930, a reconnu le droit de l'État :

« M. le Ministre, a-t-il dit, répond que l'État est propriétaire de ces tableaux... Nous ne l'avons jamais contesté, et nous ne revendiquons pas pour le Musée de Tournai la propriété de ces tableaux. »

Et M. Leduc, dans son étude « Le Rubens et le Jordaens revendiqués par Tournai » (p. 13) émet la même opinion :

« Personne ne songe à prétendre que Tournai ou une institution tournaisienne ait un droit de propriété privative sur les tableaux réclamés. Ils sont, depuis la nationalisation, propriété de l'État. »

* * *

Quel est alors le conflit?

La ville de Tournai prétend que l'arrêté royal du 25 novembre 1815 lui est applicable, et en conséquence demande que les tableaux, propriété incontestée de l'État, soient, suivant la procédure prescrite par cet arrêté, « *renvoyés* au chef-lieu de la province de Hainaut, dont le Gouverneur se concertera avec l'administration communale de Tournai au sujet des dispositions à prendre pour assurer la conservation et l'entretien de ces œuvres d'art. »

L'État conteste le principe de cette revendication.

Et voici son raisonnement, qui est celui du vicomte Terlinden.

Il affirme que les arrêtés royaux de 1815 ne s'appliquent qu'aux objets d'art récupérés par l'effet de la chute du premier Empire. Il en trouve la preuve dans ce passage de l'arrêté royal du 6 octobre 1815 : « voulant pourvoir à la destination des objets d'art et de sciences qui, *par suite de l'issue glorieuse de la dernière guerre*, sont rendus à notre Royaume... »

Il allègue que les objets d'art rentrés en Belgique avant Waterloo par les soins du Gouvernement français — qui était le gouvernement de la Belgique — ne sont pas visés par les arrêtés de 1815. Que leur sort définitif avait été fixé avant cette date, et que tel a été le cas pour les tableaux de Tournai, déposés au Musée de Bruxelles en 1802 et en 1811.

Telle est la thèse de l'État.

M. Leduc, dans sa brochure « Les tableaux revendiqués par Tournai », pages 10 et suivantes, réfute ce soutènement, à notre avis péremptoirement.

Il montre par des faits nombreux que l'État a entendu et appliqué les arrêtés de 1815 contrairement à l'interprétation restrictive qu'il en donne actuellement.

Nous ne pouvons mieux faire que de le citer :

« On dit : « ces arrêtés prescrivant la restitution aux établissements spoliés, ne visent que les tableaux revenus en 1815 : ceux qui étaient rentrés de Paris en 1801 et 1811 — comme ceux de Tournai — n'étaient pas compris dans les prescriptions de ces arrêtés. D'ailleurs les tableaux de Tournai *appartenaient* au Musée de Bruxelles; celui-ci en avait été *gratifié* par le Gouvernement français, qui, propriétaire par la nationalisation, exerçait son droit en les *donnant* au Musée de Bruxelles ».

« La distinction faite pour les besoins de la thèse entre tableaux revenus en 1815 et tableaux revenus en 1801 et 1811, ne repose sur aucun élément objectif; c'est une pure imagination contraire aux termes de l'arrêté du 6 octobre; celui-ci s'applique sans faire de distinction, aux tableaux... « *autrefois* » *enlevés* des provinces méridionales et actuellement revenus de Paris ».

« L'application *immédiate* qui fut faite de cet arrêté en renforce le sens obvié selon une règle bien connue des jurisconsultes; des tableaux remis au Musée de Bruxelles en 1802 et 1811 en même temps que ceux de Tournai, en ont été extraits en exécution de cet arrêté et renvoyés à leur lieu d'origine.

« C'est le cas notamment de l'*Élévation en Croix*, de Van Dyck, provenant de Notre-Dame à Courtrai, et de la *Nativité*, de Van Dyck, provenant de Notre-Dame de Termonde, tous deux déposés au Musée de Bruxelles en 1802;

« Du *Saint-Bavon* de Rubens, déposé au Musée de Bruxelles en 1811.

« Et cette capitale erreur de fait établit irrésistiblement l'erreur de droit contenue dans la proposition de l'éminent professeur : « que ces tableaux » avaient été *donnés* en 1802 et 1811 au Musée de Bruxelles à qui *ils appartenaient donc*. ».

« Si les arrêtés ne visaient que les tableaux revenus en 1815, le sort des tableaux donnés à Bruxelles, en 1802 et 1811, ne pouvait être mis en question, puisqu'ils étaient devenus par cette *donation*, suivant M. le vicomte Terlinden, la propriété de cette Ville. Et puisque ces tableaux *appartenaient* à Bruxelles, comment, par un simple ordre du Gouvernement, lui ont-ils été enlevés au profit d'autres villes? Si absolu que fut le Régime hollandais, il n'avait pas en encore remplacé le droit de propriété par sa seule volonté.

» Lorsque Courtrai réclame une première fois un Van Dyck déposé au Musée de Bruxelles, que répond Bosschaert, premier conservateur du Musée de Bruxelles, nommé en 1798, qui n'était cependant pas scrupuleux, on le verra plus loin, sur le choix de ses moyens?

« Que le Musée de Bruxelles est propriétaire par la *donation* que lui en a faite la République? » Il va évidemment se jeter sur cet argument décisif? Pas du tout! Il invoque au contraire en ordre principal comme pour toutes les réclamations de ce genre, la *propriété de l'État*, dérivant de la nationalisation; et il ajoute que : « rendre à Courtrai ce tableau, c'est *dépouiller* le Musée de Bruxelles ». (1)

» M. le vicomte Teriinden se rend compte que ces constatations ruinent à la fois le caractère historique et le caractère juridique attribué à sa thèse; et pour en détruire la portée péremptoire, il donne l'explication suivante : « ces tableaux n'ont été restitués aux églises dont ils provenaient qu'à raison du fait qu'elles étaient encore ouvertes au culte en 1815; et c'est parce que les établissements d'où ils provenaient n'existaient plus, que les tableaux de Tournai furent, eux, maintenus à Bruxelles suivant une *jurisprudence* établie par le Gouvernement ».

» C'était en effet la thèse que Bosschaert opposait à chaque réclamation. Tous les tableaux provenant d'établissements supprimés étaient, selon lui, destinés de droit à Bruxelles; et l'on tenta même par ce moyen d'accaparer les tableaux d'Anvers et de Malines.

» Ce dérivatif est aussi malheureux que la thèse principale; il est absolument inexact que le Gouvernement ait gardé invariablement dans les dépôts publics, et spécialement dans le Musée de Bruxelles, les tableaux provenant d'établissements supprimés.

» En voici la preuve *historique* :

» Le Musée de Bruxelles dut rendre à la Ville d'Anvers, notamment, *La Vierge au Perroquet*, de Rubens, tableau déposé dans ce Musée en 1802, et ayant appartenu à la Confrérie Saint-Luc, institution *supprimée* (2).

» Le Gouvernement fit placer à Notre-Dame d'Anvers l'*Élévation en Croix*, de Rubens, provenant de l'église Sainte-Walburge, *supprimée*.

» Il fit placer à l'église Saint-Pierre à Gand, un tableau provenant de l'Abbaye de Saint-Pierre, *supprimée*.

» A l'église Saint-Rombaut à Malines, le *Crucifiement*, de Van Dyck, provenant du Couvent des Récollets de cette ville, *supprimé*.

» A la nouvelle cathédrale Saint-Paul à Liège, trois tableaux provenant d'établissements *supprimés*.

» Dans l'église Saint-Paul à Anvers, cinq tableaux de Rubens et de Jordaens, ayant appartenu au monastère des Dominicains, *supprimé* (3).

» A la Ville de Hal, le Gouvernement fit envoyer les tableaux déposés au Musée de Bruxelles, provenant du Couvent des Récollets de cette ville, *supprimé* (4).

(1) Fierens Gevaert, Note Historique.

(2) Ch. Piot. Rapport sur les tableaux enlevés à la Belgique en 1794, 1883, p. 28.

(3) L'église Saint-Paul était devenue propriété communale et fut ensuite rendue au culte, mais ses tableaux ayant été confisqués et nationalisés, étaient propriété de l'État. (Piot pp. 377 et 382).

(4) Piot, pp. 247, 263 et suivantes.

» De tout quoi il résulte :

» 1^o Que depuis 1801 le Musée de Bruxelles — dépositaire, outre les envois de Bonaparte, de presque tous les tableaux confisqués dans le Département de la Dyle — fut contraint de rendre de nombreux tableaux aux villes dont ils provenaient, *même s'ils provenaient d'établissements supprimés*;

» 2^o Que c'est aux églises ou villes où se trouvaient les établissements supprimés, que les tableaux ont été restitués; qu'ainsi il était affirmé que les habitants de ces villes avaient un droit *préalable* et *prééminent* au bénéfice des restitutions. C'était le bon sens et le justice même.

» Une conclusion ressort, irréfutable, de cette accumulation de faits : c'est que les restitutions imposées par les arrêtés de 1815, visaient en droit *tous* les tableaux confisqués par la République en 1794. Et qu'en fait, les restitutions ont porté *tant sur les tableaux déposés à Bruxelles en 1802 et 1811, que sur ceux revenus du Louvre en 1815.* »

* * *

Nous faisons nôtre cette argumentation, tout entière, basée sur des faits constituant une interprétation et une application des arrêtés de 1815.

Elle établit, par la suite, que l'État lui-même lui a donné le sens et la portée de l'arrêté du 25 novembre 1815, et justifie donc l'initiative de MM. Asou et consorts.

* * *

Un membre a opposé à la proposition une fin de non recevoir consistant à dire :

Les collections des musées de l'État constituent des biens de son *domaine public*.

La gestion du domaine public appartient exclusivement et souverainement à l'exécutif.

Cette gestion comporte, pour les objets d'art, leur conservation, le choix des musées où ils seront déposés, leurs transferts dans tels établissements publics, leur exhibition à des expositions, etc.

L'État est maître absolu de cette gestion, dans l'exercice de laquelle ni le pouvoir législatif, ni le pouvoir judiciaire ne peuvent intervenir.

Or, la proposition constitue une tentative d'empiètement du pouvoir législatif dans ces attributions de l'exécutif.

Elle est, par le fait, inconstitutionnelle.

Cette objection ne nous paraît pas fondée. Elle est basée sur une confusion entre les « *actes de gestion* » des biens du domaine public et « les *règles* de de cette gestion ».

Le pouvoir administratif n'est pas maître des modalités de la gestion qui lui est attribuée.

C'est au pouvoir législatif qu'il a toujours appartenu et qu'il appartient de les déterminer : c'est là une question d'école.

Les lois organiques de la gestion du domaine public par les différentes administrations auxquelles elle appartient forment un code volumineux.

Elles règlent notamment les attributions spéciales de l'administration, désignent les agents qui peuvent la représenter, fixent les pouvoirs de ces agents, déterminent dans le détail les formes de leur activité, et le mécanisme de leurs opérations, et les formalités auxquelles ces opérations sont assujetties, etc. C'est dans le cadre *ainsi tracé par la loi* que l'administration est souveraine.

Les arrêtés royaux de 1815 font partie de ces dispositions organiques. Personne, à aucun moment, n'a prétendu qu'ils constituaient un abus de pouvoir.

Ils ont été nécessités par l'importance du butin récupéré et la confusion des événements. Il fallait décider du sort de ces objets d'art pour écarter des conflits nombreux et certains. L'intérêt public y était engagé.

Ces arrêtés royaux sont muets sur la question de propriété. Ils sauvegardent tous les droits. Mais en décidant de l'*affectation* des objets d'art par les soins du Gouvernement, ils ont eu pour but et pour effet d'éviter des contestations. C'est l'Administration elle-même qui a pris l'initiative de ces dispositions, par une sorte de « référé au législateur ». Elle s'est fait tracer des *règles de gestion* par cette loi, qui a été promulguée, « *le commissaire général pour l'instruction, les arts et les sciences, entendu* ».

Les pouvoirs exécutif et législatif étaient d'accord sur la nécessité des mesures sorties de leurs délibérations et sur la forme à leur donner. Leur action a été concertée.

* * *

Reste à examiner dès lors si la proposition a bien le caractère de *loi interprétative* de l'arrêté du 25 novembre 1815, que lui donnent leurs auteurs.

Les faits relevés par M. Leduc prouvent que l'exécution de l'arrêté du 25 novembre 1815 a donné lieu à une *jurisprudence contradictoire*. On a refusé à Tournai ce qu'on accordait à d'autres villes.

Dans le cas d'applications contradictoires d'une loi (LAURENT T. I, n^{os} 167-168 et 282-283) le législateur a le droit d'intervenir pour rendre plus explicite sa volonté par une interprétation authentique, et son mode d'action est *la loi interprétative*.

Les lois interprétatives ne sont pas des *lois nouvelles*.

LAURENT les définit comme suit (T. I, p. 237) : « Les lois interprétatives ne sont que *la loi ancienne expliquée*, rendue plus claire. C'est mal s'exprimer que de dire que ces lois rétroagissent; car la loi ancienne n'est pas remplacée par la loi nouvelle : elle subsiste, c'est cette loi que le juge applique, dans le sens qu'elle doit avoir, *qu'elle a toujours eu*, selon l'interprétation donnée par le législateur lui-même. »

Et PLANIOL (T. I, n^o 251) s'exprime ainsi :

« Les lois interprétatives n'établissent pas de règles spéciales : elles ne font que déterminer le sens des lois existantes; par conséquent, elles peuvent s'appliquer même à des faits antérieurs à leur promulgation. Leur rétroactivité n'est qu'apparente, car ce n'est pas la loi interprétative, *c'est la loi primitive qui s'applique*. »

Voir aussi « Pandectes Belges » V^o Pouvoir législatif N^o 20.

La doctrine et la jurisprudence sont unanimement d'accord sur ces principes.

Il s'en suit que si la loi originaire n'est pas entachée de vices, la loi interprétative en est indemne.

En prétendant, dans la discussion actuelle, que ces arrêtés royaux ne s'appliquent pas à *L'adoration des Mages* et au *Saint Martin*, l'État reconnaît que les dispositions organiques de sa gestion, auxquelles il s'est généralement conformé, notamment en des espèces identiques à celle de Tournai, ne constituent pas un empiètement du pouvoir législatif sur les attributions souveraines de l'exécutif.

Par conséquent, on ne peut soutenir que serait entachée de ce vice la proposition, justement qualifiée de *loi interprétative*, que suggèrent MM. Asou et consorts.

* * *

De tout quoi nous sommes amenés à conclure que la proposition vous soumise est recevable et fondée.

Votre Commission a été de cet avis et elle vous propose d'adopter la proposition de loi par 14 voix contre 2 et une abstention.

Le Rapporteur,
Vicomte DU BUS DE WARNAFFE.

Le Président,
DU BOST.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 3 FEBRUARI 1932

Verslag van de Vereenigde Commissiën van Justitie en van Kunsten en Wetenschappen, belast met het onderzoek van het Wetsvoorstel tot verklaring van het Koninklijk Besluit van 25 November 1815.

(Zie n^o 9 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren DUBOST, voorzitter; ASOU, DE CLERCQ (J.), Graaf DE LA BARRE D'ERQUELINNES, DE NAUW, DISIÈRE, GOFFIN, HUISMAN VAN DEN NEST, JANSEN, LEBON, LEDUC, LEGRAND, LIGY, PAULSEN, RONVAUX, VAN FLETEREN en Burggraaf DU BUS DE WARNAFFE, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het voorstel dat U is voorgelegd werd ingegeven door volgende feiten :

I. — In 1794 liet de Fransche Regeering te Doornik twee schilderijen weghalen : *De Aanbidding der Koningen*, van Rubens, dat zich in de Capucijnerkerk bevond, en *Sint-Maarten*, van Jordaens, dat het hoofdaltaar van de Sint-Maartensabdij versierde.

II. — Bij besluit van 14 Fructidor jaar IX (29 Augustus 1801), werd een Museum opgericht te Brussel, en deze twee schilderijen werden er ondergebracht, het eerste in 1802, het andere in 1811.

III. — Een besluit van 6 October 1815, van Koning Willem I, bepaalde dat de schilderijen, kunst- en wetenschappelijke voorwerpen door de Franschen weggenomen en afkomstig uit kerken en nog bestaande inrichtingen aan deze zouden teruggeschonken worden.

Dit besluit luidt als volgt :

« Wij, Willem, enz.,

» Willende de bestemming regelen der voorwerpen van kunsten en wetenschappen welke, ten gevolge van den roemvollen uitslag van den jongsten oorlog, aan ons Rijk zijn teruggegeven,

» Hebben besloten en besluiten als volgt :

» ARTIKEL ÉÉN. — De schilderijen welke zich in de kerken, die alsnog voor den eeredienst gebruikt worden, ofwel in alsnog bestaande publieke gestichten bevonden hebben, zullen ter plaatse, alwaar dezelve bevorens geweest zijn, worden terug gebracht, en toevertrouwd aan de opzigters dier gebouwen, onder

beding van in derzelve onderhoud en bewaring te voorzien. Er zal door de plaatselijke autoriteiten een akte worden opgemaakt, nopens de overgifte en den ontvang der bedoelde schilderstukken, alsmede nopens den staat, waarin dezelve zich bevinden.

» ART. 2. — Het opzigt over de gedenkstukken der kunsten en het onderhoud van dezelve zal voortaan opgedragen zijn aan onzen commissaris-generaal van het publiek onderwijs en van de kunsten en wetenschappen.

» ART. 3. — Wij behouden ons voor, om de verdere bestemming van al de overige schilderijen en voorwerpen van kunsten en wetenschappen, van welke in het tegenwoordig besluit geene melding gemaakt wordt of die, uit hoofde van de afschaffing of vernietiging der gestichten die dezelve bevat hebben niet op derzelve vorige plaats kunnen worden teruggebracht, nader te bepalen.

» ART. 4. — Onze commissaris-generaal voor het publiek onderwijs en de kunsten en wetenschappen is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit. »

IV. — Een aanvullend Koninklijk Besluit van 25 November 1815 bepaalde :

« Wij Willem, enz.

» Gelet op artikel 3 van Ons besluit van den 6^{den} october 1815, n^r 13, waarbij Wij Ons hebben voorbehouden om nader de bestemming te bepalen van zoodanige der uit Parys terug komende schilderijen en kunstwerken als in der tijd toebehoord hebben aan kerken die niet meer aan den godsdienst toegewijd zijn, of aan openbare stichtingen, thans niet meer aanwezig;

» Gezien het advies van den Gouverneur der provincie Antwerpen, in dato 22 november 1815, nader aangedrongen door eene deputatie, door de stad Antwerpen speciaal te dien einde herwaarts gezonden;

» En gehoord de consideratiën van Onzen Commissaris-Generaal voor het onderwijs en de kunsten en wetenschappen;

» Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen, zooals bepaald wordt bij deze :

» 1^o De schilderstukken en voorwerpen van kunst en wetenschappen, bevorens uit de Zuidelijke provinciën vervoerd en thans van Parys teruggekomen, zullen, voor zooverre zij niet, overeenkomstig artikel 1 van Ons besluit van den 6^{den} october 11., in de kerken en publieke gestichten derzelve oude plaats kunnen hernemen, provisioneel vereenigd worden in de hoofdstad der provinciën van welke zij afkomstig zijn;

» 2^o De provinciale gouverneurs zullen respectievelijk met de besturen der hoofdsteden en de voornaamste kunstenaars overleggen, op welke wijze in deze vereeniging best kan worden voorzien, en zij zullen tevens orde stellen op de goede bewaring en het onderhoud der bedoelde kunstwerken, in afwachting der algemeene maatregelen, daaromtrent door Onzen meergemelden Commissaris-Generaal te nemen;

» 3^o De te Brussel aangekomen wagens zullen onverwijld gerigt worden op de hoofdplaatsen der verschillende provinciën, van welke de kunststukken oorspronkelijk zijn, die zich op die wagens geladen bevinden;

» 4^o De in den hoofde dezes omschreven kunststukken, uit eenige stad of plaats

van Zuid-Brabant afkomstig, zullen voorloopig in het museum van Brussel worden nedergelegd en bewaard.

» Onze Commissaris-Generaal voor het onderwijs en de kunsten en wetenschappen, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit. »

Deze beide Koninklijke Besluiten, die het karakter hadden van *besluit-wetten*, werden toegepast, door het onderbrengen van kunstvoorwerpen en schilderijen in talrijke steden van het land, van waar zij weggehaald waren.

De hoofdkerk te Doornik kwam namelijk terug in het bezit van *Het Vagevuur*, van Rubens.

V. — Niettegenstaande haar klachten, gesteund door deze van de provincie Henegouw, werd aan de stad Doornik de toepassing van de besluiten geweigerd wat betreft *De Aanbidding der Koningen en Sint-Maarten*. Tot in 1930 hield de stad zich bij af en toe herhaalde platonische verzoeken.

VI. — In de Senaatsvergadering van 13 Februari 1930 zette onze collega, de heer Asou, tijdens de bespreking van de begroting van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen, een krachtig offensief in.

Om den eisch van de stad Doornik in een daad om te zetten, diende hij een amendement in waarbij aan het Departement van Kunsten en Wetenschappen een krediet van 2,000 frank werd verleend voor kosten van *verzending* en *onderbrenging* van de twee opgeëischte schilderijen in het Museum te Doornik.

De heer Vauthier, Minister van Kunsten en Wetenschappen, bestreed dit initiatief met overwegingen van gevoelsaard en van wetenschappelijke opportuniteit.

Niettegenstaande dit verzet, keurde de Senaat met 98 tegen 19 stemmen het amendement goed.

Door tusschenkomst van den heer Henri Carton bekrachtigde de Kamer der Volksvertegenwoordigers het besluit van uw Vergadering.

Doch de Regeering hield er geen rekening mede, ofschoon de heer Asou een vraag stelde aan den Eerste-Minister, op 29 ~~Augustus~~ ^{september} 1930 (*Vragen en Antwoorden*, Bulletin n^o 20, blz. 385).

VII. — De heer Asou herhaalde zijn poging bij de bespreking van de begroting van Kunsten en Wetenschappen voor 1931.

De heer Vauthier antwoordde en rechtvaardigde nauwkeuriger zijn houding. Hij beriep zich op een studie van de bevoegde hand van burggraaf Charles Terlinden, wiens tusschenkomst was ingeroepen door de « Vrienden van de Koninklijke Staatsmusea te Brussel », en hij bleef weigeren in te gaan op den eisch van de stad Doornik.

VIII. — Bij de samenstelling van het huidige Kabinet, stelde de heer Asou, steeds op de bres, op 20 October 1931 een vraag aan den Minister van Kunsten en Wetenschappen.

Deze antwoordde dat hij volkomen de meening van zijn geachten voorganger deelde.

IX. — De heer Asou, wiens bekende zachtheid schatten van volharding verbergt, — aangemoedigd door de ontroering te Doornik door deze zaak verwekt, en gesteund door den heer Leduc, schepen te Doornik, die nu onze

collega is, en die over de betwiste vraagstukken twee merkwaardige studies had uitgegeven, de laatste tot weerlegging van de nota van burggraaf Terlinden, — diende nu bij het Bureau van den Senaat een wetsvoorstel in, dat niet meer, zooals het amendement van 1930, een *uitnoodiging* beteekende, maar als een gebod moet gelden.

* * *

STELLING VAN DEN STAAT.

Deze stelling werd op heldere wijze uiteengezet in de geschiedkundig-rechtskundige nota van burggraaf Terlinden, die de heer Vauthier voor zijn rekening nam bij de laatste debatten.

Burggraaf Terlinden vindt het bewijs van het eigendomsrecht van den Staat op de schilderijen waarover het gaat in volgende feiten en beginselen :

De wet van 15 Fructidor jaar IV heeft de zedelijke wezens — namelijk het Capucijnerklooster en de Sint-Maartensabdij te Doornik — doen verdwijnen en *hun bezit genationaliseerd*.

Dit is de oorsprong van de eigendomsrechten van den Staat op de schilderijen *Aanbidding der Koningen* en *Sint-Maarten*.

Onderscheidenlijk in 1802 en 1811 bracht de Staat deze schilderijen over naar het *gemeentelijk* Museum te Brussel

Burggraaf Terlinden oordeelt dat deze overdracht het eigendomsrecht op deze schilderijen aan de stad Brussel schonk, die later haar Museum en haar verzamelingen aan den Belgischen Staat verkocht.

Deze opvatting schijnt ons niet gewettigd. Zij werd weerlegd door den heer Leduc in zijn brochure : *Les tableaux revendus par Tournai*, bladzijden 17 en volgende.

Doch deze gedachtenwisseling is van geen belang voor het onderzoek van het wetsvoorstel en het zou een uitweiding zijn hierop in te gaan.

Tenslotte stelt de heer Terlinden vast dat, althans, de Staat eigenaar zou zijn bij toepassing van artikel 2279 van het Burgerlijk Wetboek.

* * *

Deze overwegingen zijn overtuigend, daar niemand betwist heeft of betwist dat de Staat eigenaar is van de schilderijen, wat ook de oorsprong van zijn rechten mag zijn : de nationalisatie, of de aankoop van het Museum en van de verzamelingen der stad Brussel, of het eigendomsrecht door verjaring.

Indien er betwisting bestond over het eigendom, dan zouden alleen de rechtbanken kunnen beslissen.

De heer Asou erkende het recht van den Staat in de Senaatsvergadering van 13 Februari 1930 :

« De Minister, zegde hij, antwoordt dat de Staat eigenaar is van deze schilderijen... wij hebben dat nooit betwist en wij eischen voor het Museum te Doornik het eigendom van deze schilderijen niet op. »

En de heer Leduc drukt dezelfde meening uit in zijn studie : *Le Rubens et le Jordaens revendus par Tournai* (blz. 13) :

« Niemand wil beweren dat Doornik of een Doorniksche instelling een beroovend eigendomsrecht heeft op de opgevorderde schilderijen. Sedert de nationalisatie zijn zij eigendom van den Staat. »

* * *

Waarin bestaat dan het geschil?

De stad Doornik beweert dat het Koninklijk Besluit van 25 November 1815 op haar toepasselijk is, en vraagt derhalve dat de schilderijen, onbetwist eigendom van den Staat, volgens de procedure voorgeschreven door dit besluit, « zouden worden teruggestuurd naar de hoofdstad der provincie Henegouw, wiens gouverneur zal overleg plegen met het gemeentebestuur van Doornik omtrent de schikkingen te treffen om de goede bewaring en het onderhoud van bedoelde kunstvoorwerpen te verzekeren. »

De Staat betwist het beginsel van dezen eisch.

En ziehier zijn redeneering, dezelfde als deze van burggraaf Terlinden.

Hij beweert dat de Koninklijke Besluiten van 1815 slechts toepasselijk zijn op de voorwerpen teruggewonnen door den val van het Eerste Keizerrijk. Hij vindt daar het bewijs van in dezen passus van het Koninklijk Besluit van 6 October 1815: « ...willende de bestemming regelen der voorwerpen van kunsten en wetenschappen, welke, *ten gevolge van den roemvollen uitslag van den jongsten oorlog*, aan ons Rijk zijn teruggegeven... »

Hij voert aan dat de kunstvoorwerpen in België teruggekeerd vóór Waterloo door de zorgen van de Fransche Regeering — die de Regeering van België was — niet bedoeld zijn door de besluiten van 1815. Dat over hun definitieve bestemming werd beslist vóór dezen datum, en dat dit het geval was voor de schilderijen van Doornik, ondergebracht in 1802 en in 1811 in het Museum te Brussel.

Ziedaar de stelling van den Staat.

In zijn brochure *Les Tableaux revendiqués par Tournai*, blz. 10 en volgende, weerlegt, afdoende naar ons oordeel, de heer Leduc deze verdediging.

Wij kunnen niet beter doen dan zijn woorden aan te halen :

« Men zegt : « Deze besluiten, die de teruggave aan de beroofde instellingen voorschrijven, beoogen slechts de in 1815 teruggestuurde schilderijen : deze die in 1801 en 1811 uit Parijs waren teruggekeerd — zooals die van Doornik — vielen niet onder de toepassing van bedoelde besluiten. Trouwens, de schilderijen van Doornik *behoorden toe* aan het Museum te Brussel; dit Museum werd ermede *begiftigd* door de Fransche Regeering, die, eigenaarster tengevolge van de nationalisatie, gebruik maakte van haar recht met ze te *schenken* aan het Museum te Brussel. »

» Het onderscheid dat voor de noodwendigheden van de thesis gemaakt wordt tusschen de schilderijen teruggestuurd in 1801 en in 1811 en de schilderijen teruggezonden in 1815, berust op geenerlei objectieve beschouwing; het is een louter uitvindsel dat strijdig is met de bewoordingen van het besluit van 6 October; dit laatste is zonder onderscheid toepasselijk op de schilderijen ... « *bevorens* uit de Zuidelijke provinciën *vervoerd* en thans van Parijs teruggekomen ».

» De onmiddellijke toepassing van dit besluit doet nog beter de klaarblijkende beteekenis van hetzelfde uitschijnen volgens een welbekenden regel van de rechtsgeleerden; schilderijen, in 1802 en in 1811 aan het Museum te Brussel overhandigd samen met die van Doornik, werden aan dit Museum onttrokken in uitvoering van hoogerbedoeld besluit en teruggestuurd naar hun plaats van herkomst.

» Dit is onder meer het geval met de *Kruisverheffing* van Van Dyck, herkomstig uit de O.-L.-Vr.-Kerk te Kortrijk en met *Jezus' Geboorte*, van Van Dyck, herkomstig uit de O.-L.-Vr.-Kerk te Dendermonde, en beide ondergebracht in het Museum te Brussel in 1802.

» Met *Sint-Baafs*, van Rubens, overhandigd aan het Museum te Brussel in 1811.

» En deze hoofdvergissing in feite doet onweerstaanbaar de vergissing in rechte uitschijnen, die is vervat in het besluit van den uitstekenden professor : « dat deze schilderijen in 1802 en in 1811 werden *geschonken* aan het Museum » te Brussel aan hetwelk *zij bijgevolg toebehoorden*. »

» Indien de besluiten alleen golden voor de schilderijen teruggestuurd in 1815, kon het lot der schilderijen geschonken aan Brussel in 1802 en in 1811, niet opnieuw ter spraak worden gebracht, vermits zij door deze *schenking*, volgens burggraaf Terlinden, eigendom van deze stad waren geworden. En vermits deze schilderijen aan Brussel *toebehoorden*, hoe konden zij haar dan, door een eenvoudig bevel van de Regeering, worden ontnomen ten bate van andere steden? Hoe gebiedend ook het Hollandsch bewind is geweest, toch had het het eigendomsrecht door zijn wil alleen nog niet vervangen.

» Toen Kortrijk een eerste maal een Van Dyck opeischt, geborgen in het Museum te Brussel, wat antwoordt Bosschaert, eerste conservator van het Museum te Brussel, benoemd in 1798, die nochtans, zooals men verder zal zien, niet nauwgezet was in de keuze zijner middelen?

« Dat het Museum te Brussel eigenaar is krachtens de *schenking* vanwege de Republiek? » Hij zal natuurlijk gebruik maken van dit doorslaand argument? Volstrekt niet! Wel integendeel! Hij beroept zich daarentegen in de eerste plaats, zooals voor al de eischen van dien aard, op *het eigendom van den Staat*, voortvloeiende uit de nationalisatie, en hij voegt er bij dat : « men, met deze schilderij aan Kortrijk terug te schenken, het Museum te Brussel berooft. » (1)

» Burggraaf Terlinden ziet in dat deze vaststellingen den tevens geschiedkundigen en juridischen grondslag zijner thesis in duigen slaan; en om de beslissende beteekenis er van te vernietigen, geeft hij den volgende uitleg : « deze » schilderijen werden aan de kerken, vanwaar zij herkomstig waren, enkel » teruggestchonken wegens het feit dat zij in 1815 nog voor den eeredienst » gebruikt werden; en het is omdat de instellingen, vanwaar zij herkomstig » waren, niet meer bestonden, dat deze schilderijen van Doornik te Brussel » werden behouden volgens een *rechtspraak* door de Regeering gevestigd. »

» Dit was immers de thesis die Bosschaert aanvoerde tegen iederen eisch. Al de schilderijen, herkomstig uit niet meer bestaande instellingen, waren volgens hem van rechtswege bestemd voor Brussel; en men poogde zelfs door dit middel de hand te leggen op schilderijen van Antwerpen en van Mechelen.

» Deze afleiding is even ongelukkig als de hoofdthesis; het is volstrekt onjuist dat de Regeering de schilderijen herkomstig uit niet meer bestaande instellingen standvastig heeft bewaard in de openbare bewaarplaatsen en inzonderheid in het Museum te Brussel.

» Ziehier het *geschiedkundig* bewijs.

« Het Museum te Brussel moest aan de stad Antwerpen onder meer teruggeven *De Maagd met den Papegaai*, van Rubens, in dit Museum ondergebracht in 1802, en behoord hebbende aan het Sint-Lucasgenootschap, *dat niet meer bestond* (2).

» De Regeering deed de *Kruisverheffing* van Rubens, voortkomende uit *de niet meer bestaande* Sint-Walburgiskerk, onderbrengen in Onze-Lieve-Vrouwekerk te Antwerpen.

(1) Fierens Gevaert. Note historique.

(2) Ch. Piot. Rapport sur les tableaux enlevés en Belgique en 1794, 1883, blz. 28.

» Zij deed in Sint-Pieterskerk te Gent onderbrengen een schilderij voortkomende van de *niet meer bestaande* Sint-Pietersabdij.

» In Sint-Rombouts te Mechelen, de *Kruisiging* van Van Dyck, herkomstig uit het *niet meer bestaande* Recollettenklooster van deze stad.

» In de nieuwe kathedraal Sint-Paulus te Luik, drie schilderijen herkomstig uit *niet meer bestaande* instellingen.

» In Sint-Paulus te Antwerpen, vijf schilderijen van Rubens en van Jordaens, die toebehoorden aan het *niet meer bestaande* Dominikanerklooster (1).

» Aan de stad Halle deed de Regeering de schilderijen sturen, die werden ondergebracht in het Museum te Brussel en herkomstig waren uit het *niet meer bestaande* Recollettenklooster van deze stad (2).

» Uit dit alles volgt :

» 1^o Dat sedert 1801, het Museum te Brussel, waar, buiten de zendingen van Bonaparte, bijna al de schilderijen waren ondergebracht, die in het Departement van de Dyle werden aangeslagen, gedwongen werd talrijke schilderijen terug te schenken aan de steden, vanwaar zij herkomstig waren *zelfs indien zij voortkwamen van niet meer bestaande instellingen*;

» 2^o Dat de schilderijen werden teruggeschonken aan de kerken of steden, waar de niet meer bestaande instellingen zich bevonden; en dat aldus werd bewezen dat de inwoners dezer steden een *voorafgaand en vooraanstaand* recht hadden op het voordeel der teruggave. Het was het gezond verstand en de rechtvaardigheid zelf.

» Een besluit vloeit onweerlegbaar voort uit deze opeenhooping van feiten : de teruggaven, voorgeschreven door de besluiten van 1815, beoogden in rechte al de schilderijen door de Republiek aangeslagen in 1794. En *in feite* sloegen de teruggaven *zoowel op de schilderijen ondergebracht te Brussel in 1802 en in 1811 als op de schilderijen uit het Louvre teruggezonden in 1815.* »

* * *

Wij maken deze bewijsvoering volledig tot de onze, daar zij gesteund is op feiten die een verklaring en een toepassing uitmaken van de besluiten van 1815.

Zij bewijst vervolgens dat de Staat zelf daaraan de betekenis en de strekking heeft gegeven van het besluit van 25 November 1815, en zij wettigt derhalve het initiatief van den heer Asou cs.

* * *

Een lid deed gronden van niet ontvankelijkheid gelden steunende op deze overwegingen :

De verzamelingen van de Rijksmusea zijn eigendom van den Staat en behoren tot zijn *Openbaar Domein*.

Het beheer van het Openbaar Domein behoort uitsluitend en souverein tot de Uitvoerende Macht.

(1) De Sint-Pauluskerk was eigendom der gemeente geworden en werd nadien aan den eeredienst teruggeschonken, doch hare schilderijen, die werden aangeslagen en genationaliseerd, waren eigendom van den Staat. (Piot, blzz. 377 en 382.)

(2) Piot, blzz. 247, 263 en volgende.

Dit beheer omvat, voor de kunstwerken, hunne bewaring, de keuze van de musea waar zij zullen worden ondergebracht, hun overbrenging naar een of andere openbare instelling, hun tentoonstelling, enz.

De Staat is volstrekt meester over dit beheer, in wiens uitoefening noch de wetgevende noch de rechterlijke macht mogen tusschenkomen.

Het voorstel evenwel is een poging van inmenging van de wetgevende macht in deze bevoegdheid van de uitvoerende macht.

Uit dien hoofde is zij in strijd met de Grondwet.

Deze opwerping komt ons ongegrond voor. Zij steunt op een verwarring tusschen de « *daden* van beheer » van den Staatsdomein en « *de regelen* van dit beheer ».

De administratieve macht mag de modaliteiten van het haar toevertrouwd beheer niet bepalen.

Het was en is steeds zaak van de wetgevende macht hen te bepalen : dat is een kwestie van leer.

De organieke wetten op het beheer van het openbaar domein door de verschillende besturen waaraan het toekomt vormen een lijvig boekdeel.

Zij regelen onder meer de bijzondere bevoegdheid van het bestuur, duiden de beampten aan die het mogen vertegenwoordigen, omschrijven de bevoegdheid van deze beampten, bepalen omstandig de vormen hunner bedrijvigheid en het mecanisme hunner verrichtingen, en de formaliteiten waaraan deze verrichtingen onderhevig zijn, enz... Het is in het aldus *bij de wet omschreven* kader dat het bestuur soeverein is.

De Koninklijke Besluiten van 1815 maken deel uit van deze organieke bepalingen. Niemand heeft een enkel oogenblik beweerd dat zij een machtsmisbruik waren.

Deze besluiten waren er noodig ten aanzien van de belangrijkheid van den teruggekregen buit en wegens de verwarde gebeurtenissen. Men moest beslissen over het lot van deze kunstvoorwerpen om talrijke en onvermijdelijke conflicten te voorkomen. Het openbaar belang stond op het spel.

Deze Koninklijke Besluiten reppen geen woord over de eigendoms kwestie. Zij vrijwaren al de rechten. Maar met uitspraak te doen over de *bestemming* der kunstvoorwerpen door toedoen der Regeering, hadden zij ten doel en voor gevolg betwistingen te voorkomen. Het Bestuur zelf heeft het initiatief van deze bepalingen genomen door een soort « *beroep op den wetgever* ». Het heeft zich de regelen van beheer laten voorschrijven door deze wet die werd afgekondigd, « *den Commissaris-Generaal voor het Onderwijs en de Kunsten en Wetenschappen gehoord* ».

De uitvoerende en de wetgevende macht waren akkoord over de noodzakelijkheid der maatregelen waartoe hun beraadslagingen hadden geleid en over den vorm dezer maatregelen. Hun actie was beraamd.

* * *

Er blijft derhalve nog te onderzoeken of het voorstel wel het karakter draagt van een wet tot verklaring van het besluit van 23 November 1815, zooals de opstellers beweren.

De feiten aangehaald door den heer Leduc bewijzen dat de uitvoering van het besluit van 25 November 1815 heeft aanleiding gegeven tot een *tegen-*

strijdige rechtspraak. Men heeft aan Doornik geweigerd hetgeen aan andere steden werd verleend.

In geval van tegenstrijdige toepassingen eener wet, heeft de wetgever het recht (LAURENT, D. I, n^{rs} 167-168 en 282-283) tusschen te komen om uitdrukkelijker zijn wil te doen blijken door een authentieke verklaring en zijn wijze van tusschenkomst is de *verklarende wet*.

De verklarende wetten zijn geen *nieuwe wetten*.

LAURENT bepaalt ze als volgt (D. I, blz. 237) : « De verklarende wetten zijn enkel de uitleg en de verduidelijking *der vroegere wet*. Men drukt zich verkeerd uit met te verklaren dat deze wetten terugwerkende kracht hebben; immers de vroegere wet wordt niet vervangen door de nieuwe wet : zij blijft bestaan en het is deze wet die de rechter toepast in de beteekenis die zij moet hebben en *steeds heeft gehad*, volgens de verklaring gegeven door den wetgever zelf. »

En PLANIOL (D. I, n^o 251) drukt zich uit als volgt :

« De verklarende wetten vestigen geen bijzondere regelen : zij bepalen alleen de beteekenis der bestaande wetten; derhalve kunnen zij zelfs worden toegepast op feiten die dagteekenen van vóór hun bekendmaking. Hun terugwerkende kracht bestaat enkel in schijn, omdat *niet de verklarende maar wel de oorspronkelijke wet wordt toegepast*. »

Zie ook « Pandectes belges » V^o, « Pouvoir législatif », n^o 20.

De leer en de rechtspraak gaan eensgezind akkoord over deze beginselen.

Daaruit volgt dat zoo de oorspronkelijke wet niet behept is met gebreken, de verklarende wet ervan verschoond blijft.

Met in de huidige bespreking te beweren dat bedoelde Koninklijke Besluiten niet van toepassing zijn op de *Aanbidding der Koningen* en op *Sint-Maarten*, erkent de Staat dat de organieke bepalingen van zijn beheer, naar dewelke hij zich doorgaans heeft gedragen, inzonderheid in soortgelijke gevallen als dit van Doornik, geen inbreuk zijn van de wetgevende macht op de soevereine bevoegdheid van de uitvoerende macht.

Derhalve, kan men niet staande houden dat het voorstel van den heer Asou cs., terecht betiteld als *verklarende wet*, met dit gebrek zou behept zijn.

* * *

Dit alles brengt ons ertoe te besluiten dat het U voorgelegde voorstel ontvanke-lijk en gegrond is.

Uw Commissie stelt U voor met 14 tegen 2 stemmen en 1 onthouding het ontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
Burggraaf DU BUS DE WARNAFFE

De Voorzitter,
DU BOST.